Représentation de l'Ontario

nous étudions ne concerne que le Nord de l'Ontario. Je l'appuie sans réserve et j'espère qu'il sera adopté afin d'admettre également la légitimité des doléances des députés créditistes du Nord du Québec. J'espère que le gouvernement va s'engager d'une façon ou d'une autre à leur redonner leur siège. Car le Nord du Québec a également perdu un siège. Je sais que notre parti appuiera un tel engagement, mais j'ignore encore comment le parti conservateur réagirait devant une telle promesse. J'espère que mes collègues qui comprennent combien il est difficile de représenter une circonscription, très étendue considéreront favorablement le bill et tiendront compte également des arguments présentés par les députés créditistes.

[Français]

M. Armand Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, mes premiers mots seront, non pas dans le but de reprocher au président du Conseil du trésor d'avoir présenté aujourd'hui le bill C-60 qui demande à la Chambre des Communes que l'Ontario puisse posséder une représentation plus équitable pour la population du nord de cette province, car ils doivent, eux aussi, subir le même sort que nous avons subi, nous du nord-ouest québécois, soit la perte d'une circonscription électorale. Comme l'a dit l'honorable ministre, je sais fort bien qu'il veut que la population du nord de l'Ontario puisse avoir une représentation équitable et ainsi assurer une représentation par un homme qui pourra donner un bon service à la population de cette région. Monsieur le président, je suis très heureux aujourd'hui de constater que le Nouveau parti démocratique a apporté son accord à notre parti ainsi que certains députés libéraux.

J'espère moi aussi, comme on l'a déjà mentionné, que le ministre pourra, par quelque moyen que ce soit, annexer le bill C-421 que je parraine et ainsi donner au nord-ouest du Québec le même privilège qu'il demande pour les gens du nord ontarien, savoir que les gens du nord-ouest québécois puissent être représentés d'une façon adéquate à la Chambre. Monsieur le président, je voudrais parler des raisons qui nous incitent à demander au ministre d'inclure dans son projet de loi le bill C-421. La raison est bien simple, j'ai présentement dans ma circonscription un immense territoire à couvrir. Tout à l'heure on avait rapporté les paroles du premier ministre prononcées lors du décès de notre chef, M. André Fortin, alors qu'il était venu donner des marques de sympathie à la famille de M. Fortin.

● (1640)

La semaine dernière j'ai eu à me rendre même pas au bout de ma circonscription, je pourrais dire aux trois quarts de la circonscription. Je parlais d'ici, d'Ottawa, j'avais 250 milles à parcourir pour m'en aller dans ma circonscription et à partir de ma demeure j'avais encore 275 milles à parcourir pour aller à la rencontre de gens qui avaient besoin de mes services et, dans la même fin de semaine, je devais revenir chez moi et retourner à l'autre extrémité de ma circonscription, ce qui me donne encore 100 milles à parcourir. La nouvelle redistribution de la carte électorale me donne, en tant que député de Villeneuve, si avec chance je suis élu aux prochaines élections, seulement en milles parcourus en auto pour me rendre de ma résidence au lieu le plus éloigné de ma circonscription, 1,400 milles. J'ai expliqué cela à plusieurs honorables députés de la Chambre, autant du parti ministériel que des partis d'opposition, et ils ont su comprendre les revendications que je faisais.

[M. Symes.]

Comme je le disais tantôt, c'est peut-être l'idée que le premier ministre a eue, et c'est peut-être la meilleure raison de demander à la Chambre d'adopter le bill peut-être avec un amendement qui donnerait aussi au nord-ouest québécois une autre circonscription.

Lorsque nous avons rencontré le premier ministre au salon funéraire, il nous a dit qu'il était ridicule d'avoir des circonscriptions aussi immenses. Eux aussi, dans leur parti, ont des circonscriptions immenses et ils doivent les parcourir. Nous sortons d'ici non pas exténués mais énormément fatigués et nous devons parcourir des centaines de milles pour retourner dans nos circonscriptions et en plus nous avons encore des distances énormes à parcourir.

Lorsque j'aurai ma nouvelle circonscription qui s'appellera la nouvelle circonscription d'Abitibi, et si je veux donner à mes commettants ce qu'ils s'attendent de leur représentant, je devrai partir de ma résidence et me rendre à l'endroit non pas le plus éloigné mais qui groupe encore 4,500 personnes, et je crois que ces 4,500 personnes ont le droit d'avoir une représentation équitable, elles ont droit d'avoir un service que le député se doit lui d'apporter, de Val-d'Or à Fort George, municipalité la plus peuplée présentement, qui est située à plus de 700 milles de ma résidence. Comment est-il possible, comme l'a bien dit tantôt mon collègue de Bellechasse (M. Lambert) et l'honorable député de Témiscamingue (M. Caouette), qu'un seul homme, sans se fatiguer, puisse desservir de façon adéquate cette population?

Évidemment, nous avons eu aussi, lorsque le ministre nous parlait tantôt de la Commission, nous avons eu nous aussi droit de parole à cette commission. Beaucoup de gens, beaucoup d'organismes sont venus témoigner devant cette commission pour montrer au juge présent comment il était ridicule que nous tombions à seulement deux circonscriptions dans le nord-ouest québécois. Un exemple, CERDAT, les revendications du CERDAT ont été fantastiques, mais les commissaires n'ont pas tenu compte de ces revendications. Les Chambres de commerce, les municipalités, les maires, les conseils municipaux, combien de gens sont venus faire des instances? Nous, le député d'Abitibi (M. Laprise), combien de fois avons-nous demandé aux commissaires d'essayer de donner justement ce que la loi permet, donner la chance au nord-ouest québécois de pouvoir avoir ses représentants bien à lui sans dépasser les normes. Je suis obligé de l'admettre, les commissaires se sont fiés sur le recensement de 1971. A ce moment-là, le recensement de 1971 avec le découpage de la carte électorale donnait au Témiscamingue 83,667 personnes et à la circonscription d'Abitibi, 88,164 personnes.

Et ici j'aimerais demander aux honorables députés d'écouter attentivement les remarques que j'ai à apporter. La circonscription d'Abitibi aura 88,164 électeurs. Elle est rapportée dans la nouvelle redistribution des circonscriptions. Il y a eu erreur, parce que lors du recensement de 1971, la baie James, comme l'a si bien dit l'honorable député de Témiscamingue, n'existait pas. Et avant de venir parler sur ce bill, je me suis informé à Statistique Canada, et tout le monde pourrait s'en informer à savoir lors du dernier recensement que nous avons eu en juin dernier, combien il y avait de population dans la circonscription de Témiscamingue et dans celle d'Abitibi. Il faut inclure aussi Villeneuve.